

MAI / 2026



# POUVOIR D'ACHAT : L'URGENCE EST LÀ, LA SNCF DOIT AGIR !

La hausse brutale des prix des carburants frappe aujourd'hui directement les cheminots. Avec des tarifs dépassant les 2 euros le litre, le coût des trajets domicile-travail devient une charge insupportable pour de nombreux agents, en particulier pour ceux qui n'ont pas d'alternative à la voiture pour assurer leur activité.

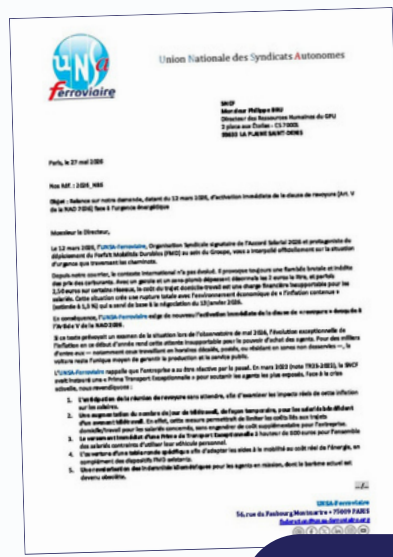
Cette situation n'a plus rien à voir avec les hypothèses d'inflation retenues lors des négociations salariales de début 2026. Elle crée un décalage majeur entre les salaires et la réalité vécue sur le terrain.

L'entreprise a déjà su prendre des mesures exceptionnelles par le passé. Elle doit aujourd'hui être à la hauteur de la situation et apporter des réponses concrètes et rapides.

## FACE À CETTE URGENCE...

L'UNSA-Ferroviaire demande à la direction d'agir immédiatement, en activant la clause de revoyure prévue dans l'accord salarial. Attendre davantage reviendrait à laisser les cheminots supporter seuls le poids de cette crise.





# NOS REVENDICATIONS

L'UNSA-Ferroviaire porte des mesures immédiates et ciblées :

1. Activation sans délai de la clause de revoyure salariale (NAO 2026)
2. Versement d'une prime transport exceptionnelle de 600 € pour les agents contraints d'utiliser leur véhicule
3. Augmentation temporaire du télétravail lorsque cela est possible
4. Revalorisation des indemnités kilométriques, aujourd'hui inadéquates
5. Ouverture d'une table ronde sur les aides à la mobilité, pour les aligner sur les coûts réels de l'énergie



Le Forfait Mobilités Durables constitue une avancée réelle, que l'UNSA-Ferroviaire a soutenue et contribué à mettre en place. Mais il ne peut, à lui seul, répondre à une crise énergétique d'une telle ampleur.

Aujourd'hui, la hausse des carburants touche directement le quotidien des agents, et plus particulièrement ceux qui travaillent en horaires décalés, de nuit, ou en roulement.

Pour ces salariés, les alternatives sont souvent inexistantes : pas de transports en commun aux heures de prise ou de fin de service, des trajets impossibles à organiser autrement... L'usage du véhicule personnel n'est pas un choix, mais une contrainte indispensable pour assurer la production ferroviaire et la continuité du service public.

Dans ce contexte, l'augmentation du coût du carburant pèse lourdement sur leur budget, au point de rendre certains trajets domicile-travail financièrement difficiles à assumer.

Cette réalité crée une situation profondément injuste, où ceux qui garantissent au quotidien le fonctionnement du service public sont aussi les plus fortement pénalisés.

La SNCF doit donc prendre toute la mesure de cette situation et garantir un principe fondamental : venir travailler ne doit pas devenir une charge financière supplémentaire pour ses agents, quelles que soient leurs contraintes d'organisation du travail ou leurs conditions d'exercice.

**L'UNSA RESTE PLEINEMENT MOBILISÉE POUR DÉFENDRE VOTRE POUVOIR D'ACHAT ET OBTENIR DES MESURES À LA HAUTEUR DE VOS ATTENTES !**